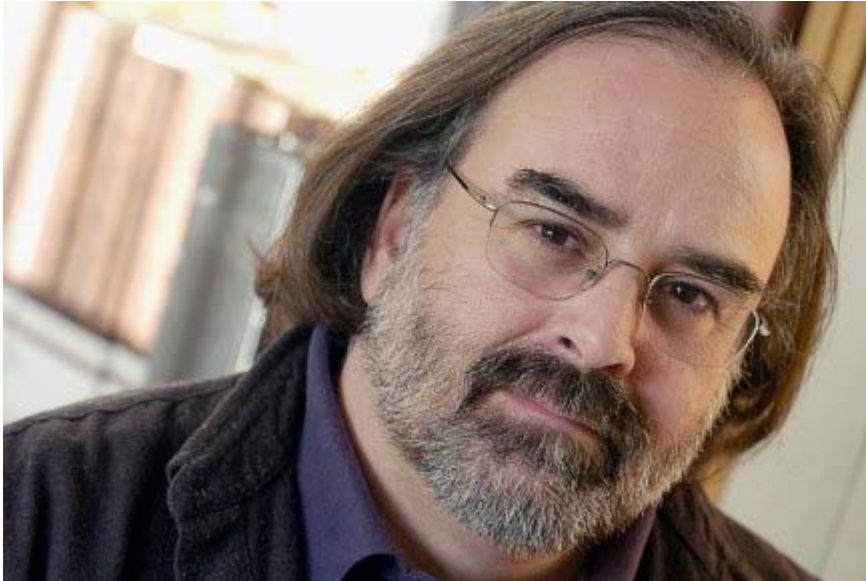


Publié le 26 septembre 2011 à 05h00 | Mis à jour le 26 septembre 2011 à 05h00

Compression des subventions pour le transport: le coût de la vie risque d'exploser au Nunavik



Le professeur Gérard Duhaime et son équipe ont comparé le prix de vente au détail de 133 marchandises dans des villages inuits du Québec avec ceux pratiqués au sud.

Photothèque Le Soleil, Erick Labbé



[Baptiste Ricard-Châtelain](#)

Le Soleil

(Québec) Malgré les mesures d'aide pour réduire le coût des biens de consommation vendus au Nunavik, les factures des ménages y sont imposantes; ils déboursent jusqu'à 92 % de plus qu'à Québec pour le même panier d'épicerie, selon une nouvelle étude réalisée par un chercheur de l'Université Laval.

Des compressions annoncées dans les subventions au transport des marchandises risquent fort de mettre dans le pétrin les familles du Nord.

Une douzaine d'oeufs à 4,17 \$ en moyenne, un pain blanc à 5,10 \$ et un sac de farine à plus de 10 \$. Voilà ce qu'a trouvé sur les tablettes des magasins plantés dans les villages du Nunavik l'équipe de Gérard Duhaime, professeur au département de sociologie et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée.

Pour les produits sanitaires, c'est pire. Le détergent à lessive valant 8 \$ est plutôt offert pour 18 \$. Un paquet de couches vendu environ 16,75 \$ dans la capitale québécoise et cédé pour un peu moins de 30 \$ une fois livré au Nord.

Au bout du fil, le chercheur nous explique avoir comparé le prix de vente au détail de 133 marchandises. Pour illustrer ses trouvailles, il nous demande d'imaginer un panier dont le contenu vaut 100 \$.

Une famille du Kuujuaq, la municipalité du Nunavik la moins dispendieuse, dépensera 146 \$ pour les mêmes achats, malgré les subventions. Après un autre vol en avion vers la baie d'Hudson, le fameux panier sera vendu 186 \$ à Inukjuak et 192 \$ à Quaqtaq.

Il n'est pas simple d'approvisionner les commerces du Nord, remarque Gérard Duhaime.

Une fois par année, un bateau livre «l'épicerie sèche», tout ce qui peut être conservé au moins 12 mois. «Pour ce qui est des produits frais, congelés, périssables, ils viennent par avion. Ça multiplie les coûts. Et les produits frais, quand ils arrivent, il y a beaucoup de pertes.»

Pour l'heure, deux programmes gouvernementaux aident à maintenir les factures à ce niveau. «Ça baisse le prix, mais ça ne rend pas le prix compétitif par rapport à ce qu'on paye dans le Sud», souligne le sociologue.

Ainsi, Québec réduit de 20 % du coût d'une vingtaine d'articles d'épicerie. Il subventionne également le transport d'appareils électroménagers, par exemple.

Jusqu'à maintenant, le fédéral finançait en outre à peu près tout ce qui peut être acheté dans un magasin général, du lait aux agrès de pêche en passant par le savon et les pièces de motoneige.

Mais Ottawa a décidé de couper les vivres et de ne subventionner que «les produits périssables, sains et nutritifs», regrette M. Duhaime. «On a débarqué tout ce qui n'est pas alimentaire, alors que ça a un gros impact.»

Même la pêche sera chère

Le spécialiste du Nord déplore que le prix des couches, par exemple, va doubler dans une région où la pauvreté est deux fois plus importante que sur les rives du Saint-Laurent. En plus, expose-t-il, les Nunavimiuq dépendent largement de la pêche et de la chasse pour survivre. Plus de la moitié des protéines consommées proviennent des poissons et des animaux récoltés, surtout dans les familles démunies. Plusieurs ne pourront plus subvenir à leurs besoins si le matériel de chasse et de pêche est trop dispendieux, craint-il. «Les prix vont exploser.»

À la demande de l'administration Kativik, qui représente les villages de la région, l'équipe de Gérard Duhaime suivra l'évolution des prix des biens de consommation courante jusqu'à la fin de 2012.

Partager

Recommander

< 43

Tweeter

< 8

0

publicité

